

NON À LA MANIPULATION MÉDIATIQUE ET AUX STIGMATISATIONS POLITIQUES

Michel Onfray, philosophe, longtemps «classé» à gauche passe régulièrement à la TV/radio, (CNews, Europe 1, JDD = Bolloré !) à des heures de grande écoute. Il déclarait récemment que «- Tous les étrangers sous OQTF étaient délinquants car ils avaient été jugés. Il était normal qu'ils soient expulsés.». Personne ne l'a repris et encore moins les journalistes à la Solde de l'empire Bolloré. Comme si les décisions préfectorales étaient des jugements et non des manipulations ordonnées en haut lieu pour mettre en pâture des boucs émissaires! Non, M. Onfray! Arrêtez de manipuler Monsieur et Madame tout le Monde massivement par vos interventions sur les réseaux sociaux et les médias.

Nous ne sommes pas dupes de la volonté des milliardaires propriétaires des sources de désinformation. Ils veulent mettre la population au pas et continuer d'appliquer leurs politiques capitalistes, xénophobes, racistes, masculinistes en maintenant la population dans la peur de « l'Autre ». Les personnes étrangères sous OQTF ne sont pas délinquantes, même s'il y a toujours des exceptions qui sont instrumentalisés par Bolloré et consorts. Tout comme elles ne viennent pas profiter de l'Aide Médicale d'Etat pour des séances de balnéothérapie!

Si elles sont présentes sur le sol français, c'est parce qu'elles ont fui des pays en guerre, des pays où les conditions de vie sont déplorables, avec l'espoir d'une vie meilleure, l'espoir d'un travail et de pouvoir subvenir aux besoins de leur famille. Ce n'est pas une partie de plaisir de subir un parcours de migration. Les réfugié·es climatiques sont aussi de plus en plus nombreux·ses. Parfois certain·es migrent pour fuir les menaces en lien avec leurs orientations sexuelles et de genre. La plupart du temps, les personnes qui sont sans papiers, le sont parce que l'administration française leur a retiré alors qu'elles avaient auparavant un titre de séjour. Cela peut paraître banal de dire cela. Pourtant, la bête avance.

Nous, à SUD Santé-Sociaux, sommes d'autant plus concerné·es. Nos collègues dans les hôpitaux et autres établissements sont malmené·es par l'administration préfectorale et pour certain·es se retrouvent sans titre de séjour et donc en situation irrégulière du jour au lendemain. Ils et elles ne peuvent pas accéder à la titularisation, même avec un titre de séjour valable, ce qui bien évidemment les maintient dans une précarité grandissante.

Beaucoup d'entre nous ont pour missions d'accompagner au quotidien des personnes ayant subi un parcours de migration, mineur·es, majeur·es et également des personnes LGBTQIA+. Leurs droits sont bafoués quotidiennement, ce qui affecte également nos missions et notre éthique.



L'Etat est défaillant et en devient, lui, délinquant en ne respectant pas son obligation de protection de l'enfance et en mettant des enfants dans des hôtels sans aucun suivi éducatif ou psychologique. Alors que la loi prévoyait jusqu'ici une régularisation à leur majorité, des mineur·es et jeunes majeur·es isolé·es pour beaucoup, deviennent expulsables à la majorité.

Nous voyons fleurir des expérimentations aux relents colonialistes des Préfectures allant chercher des pseudos-preuves y compris dans les pays d'origine, bafouant le droit d'Asile. Dans certains départements, des Associations ouvrent des services d'évaluation et d'orientation de mineur·es isolé·es, à un prix de journée bien moindre que les enfants dit mineurs et français ! Il est plus que nécessaire de nous interroger sur notre rôle dans toutes ces politiques de tri. Nous devons nous organiser pour collectivement refuser d'y participer !

Il semble aussi indispensable de poursuivre le développement de liens avec Sud Education, Sud CT, Solidaires SAP, Asso Solidaires, et les collectifs des mineur·es du parc de Belleville dans une perspective de lutte interprofessionnelle. Mais aussi de se rapprocher des revendications de la Cimade, du Gisti, de comité national contre l'esclavagisme moderne et de toutes celles et ceux qui œuvrent pour un monde sans frontière.

Plus que jamais, il est nécessaire dans nos établissements de ne pas rester isolé·es, de nous former, de nous regrouper dans les collectifs et nous mobiliser afin d'éviter le pire.

POUR LES PERSONNES QU'ON ACCOMPAGNE. POUR NOS COLLÈGUES POUR LE SENS DE NOS MÉTIERS. POUR NOS VALEURS ! NO BORDERS !

*Congrès Fédéral,
Seignosse 3 octobre 2025*

